



Photo de famille des dirigeants africains et européens après l'ouverture officielle du Sommet

COOPERATION UE-AFRIQUE

SOMMET DE LA VALETTE SUR LA MIGRATION

Consacré au phénomène migratoire, le sommet Europe-Afrique, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement d'une cinquantaine de pays des deux continents, s'est ouvert mercredi 11 novembre au soir à La Valette, la capitale maltaise. L'objectif affiché est de trouver des réponses communes à la crise migratoire touchant l'Europe.

Ces derniers mois, l'UE a été confrontée à l'arrivée en Europe d'un nombre sans précédent de migrants et de réfugiés. Ils se déplacent pour différentes raisons; ils fuient **les conflits, l'instabilité politique et économique, les violations des droits de l'homme et la pauvreté**. L'UE a pris, avec les États membres, un ensemble de mesures pour faire face aux problèmes créés par les migrations. Mais le problème des migrations ne concerne pas uniquement l'Europe. Les **pays d'origine ou de transit** des flux migratoires irréguliers doivent également être associés aux efforts.

C'est à ce titre qu'en avril 2015, le Conseil européen a demandé la tenue d'un **sommet international** pour examiner les questions relatives aux migrations avec les pays africains et d'autres pays concernés au premier plan. Ce sommet, dit de « La Valette » a débuté mercredi 11 novembre et se tient jusqu'au 12 au soir.

Les discussions engagées se sont appuyées sur les processus de

coopération existant entre l'Europe et l'Afrique, en particulier les processus de Rabat et de Khartoum sur les migrations, et sur le dialogue UE-Afrique sur la migration et la mobilité. L'UE et l'Afrique ont décidé de travailler dans un esprit de partenariat afin de trouver des solutions communes aux défis d'intérêt commun.

Les États membres de l'UE, les pays membres des processus de Rabat et de Khartoum, les observateurs auprès du processus de Rabat, les représentants de la Commission de l'Union africaine et de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les Nations unies et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont été invités à participer au sommet.

La conférence a porté sur les enjeux, mais également sur les opportunités que représentent les migrations. C'est également l'occasion de reconnaître que la gestion des migrations relève de la **responsabilité commune** des pays d'origine, de transit et de destination.

Les discussions entre les participants ont essentiellement porté sur cinq domaines spécifiques :

1. remédier aux **causes profondes** du problème en s'efforçant de contribuer à établir la paix, la stabilité et le développement économique
2. intensifier les travaux visant à promouvoir et organiser les **voies de migration légales**
3. renforcer la **protection des migrants et des demandeurs d'asile**, en particulier des groupes vulnérables
4. **s'attaquer** plus efficacement à **l'exploitation et à la traite des migrants**
5. coopérer plus étroitement pour améliorer la **coopération en matière de retour et de réadmission**

Le Congo était représenté au Sommet par son ministre des Affaires étrangères et de la coopération : Jean-Claude Gakosso.

A Malte, Européens et Africains réunis face à la crise migratoire (source : RFI, 11/11/15)

Le sommet s'est ouvert par une minute de silence, rapporte notre envoyée spéciale à La Valette, **Anastasia Becchio**. Un hommage « à la mémoire de ceux qui ont perdu la vie en mer à la recherche d'une vie meilleure », a déclaré le Premier ministre maltais.

A la tribune, le premier orateur, le président du Conseil européen Donald Tusk, a appelé à une politique plus efficace, plus ciblée, et la création d'opportunités pour la jeunesse en Afrique. Et il a rappelé le caractère indispensable du respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme. **L'importance d'une « politique nouvelle »**

Macky Sall, au nom de la Cedeao, a, lui aussi, souligné l'importance d'une politique nouvelle tout en émettant des réserves sur les projets en discussion, notamment sur la réadmission ou la création de centres de rétention en Afrique et en appelant à plus d'engagements financiers et moins de frilosité européenne.

Les Européens cherchent à obtenir des pays africains qu'ils reprennent plus facilement leurs ressortissants déboutés du droit d'asile. La réadmission est un sujet délicat. Il faut avoir à l'esprit que ces personnes ont bravé la mort, traversé des déserts et la Méditerranée, a insisté le président sénégalais. « *Des milliers sont morts, certains sont rescapés. Moi je pense que pour ceux qui sont déjà en Europe on devrait avoir une discussion franche. Voir ceux que l'on peut régulariser et pour le reste, nous étudierons en fonction des accords qui nous lient à l'Union européenne quelle est la meilleure manière de gérer cet aspect.* »

Des avis divergents

Voilà qui ouvre le débat et qui promet des discussions pas toujours faciles ce mercredi soir pour les [participants au sommet](#). On attend le discours du président français François Hollande, ensuite les dirigeants africains et européens se mettront au travail à huis clos pour leur première réunion avant d'entamer leur dîner de travail. Mais s'il est clair qu'aujourd'hui l'objectif est identique, pour l'instant les moyens d'y parvenir ne sont pas totalement partagés.

Des son arrivée à Malte, le président français a appelé l'aide européenne au développement en Afrique au coeur de la lutte contre les migrations. Ceux qui meurent en mer aujourd'hui sont le plus souvent des Africains, même s'il y a aussi des Syriens et des Irakiens qui ont aussi été victimes de passeurs, a souligné François Hollande. Le président français qui a rappelé les principaux objectifs du sommet : « *C'est à la fois montrer une politique de développement, une capacité à accueillir celles et ceux que nous considérons comme étant l'avenir de l'Afrique et faire que ceux qui ne sont pas en situation de pouvoir rester dans notre pays ou en Europe puissent revenir rapidement et dans des conditions dignes.* »

Un accord spécifique de l'UE avec l'Ethiopie doit ainsi être annoncé à La Valette. Le Soudan, important pays de transit de migrants vers l'Europe, a aussi demandé de l'aide pour faire face aux trafics des passeurs, un terrible fléau.



De haut en bas : Joseph Muscat, Premier ministre de Malte et Donald Tusk, Président du Conseil européen posant respectivement avec le président français François Hollande et la haute Représentante Federica Mogherini.

ENSEMBLE" : c'est le mot clé de ce sommet"

(Federica Mogherini)

Le Sommet de Malte qui a été appelé en avril 2015 par le Conseil européen s'est penché sur les défis mais aussi les opportunités de la migration. C'était également l'occasion de reconnaître que la migration est une responsabilité partagée entre les pays d'origine, de transit et de destination.

Dans ses remarques avant le sommet, la Haute représentante de l'Union européenne Federica Mogherini a souligné l'importance d'aborder la question de la façon suivante : « La migration et la gestion du flux des réfugiés est un défi tant pour l'Union européenne que pour l'Afrique », a-t-elle déclaré. **"La seule façon de gérer ce phénomène est de faire cela ensemble, en renforçant la coopération et en élaborant des instruments communs."**

Lancement du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a lancé aujourd'hui, avec des États membres de l'UE et d'autres donateurs européens, le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et les personnes déplacées en Afrique.

La président de la Commission européenne, Jean-Claude **Juncker**, ainsi que plusieurs chefs d'État européens, ont lancé aujourd'hui à La Valette le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et les personnes déplacées en Afrique.

Le président **Juncker** a fait la déclaration suivante: «*Par sa coopération de longue date en faveur du développement, l'UE a apporté une contribution substantielle à la lutte contre les causes profondes de la pauvreté et de la migration irrégulière.*

Nous franchissons aujourd'hui une nouvelle étape. Ce fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, mis sur pied en un temps record, montre une fois de plus combien l'UE est déterminée à relever rapidement les défis de taille auxquels nous sommes confrontés dans la région.

Pour y parvenir, nous devons collaborer avec les autres pays européens et avec les pays partenaires d'Afrique pour lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière et pour améliorer les perspectives économiques et promouvoir l'égalité des chances, la sécurité et le développement. Pour que le fonds fiduciaire pour l'Afrique et notre réponse soient crédibles, je veux voir davantage d'États membres apporter leur contribution pour s'aligner sur l'enveloppe de 1,8 milliard d'EUR débloquée par l'UE.»

Le fonds fiduciaire d'urgence renferme 1,8 milliard d'EUR provenant des instruments de financement de l'Union européenne, ainsi que des contributions d'États membres de l'UE et d'autres donateurs. À ce jour, 25 États membres de l'UE et 2 pays tiers (Norvège et Suisse) ont annoncé qu'ils fourniraient au total quelque 78,2 millions d'EUR.

Le fonds fiduciaire d'urgence est une manière innovante pour l'UE de

renforcer sa réponse collective aux défis actuels sur le terrain et il constitue un outil complémentaire à la coopération au développement que l'UE apporte déjà dans la région pour aider les pays africains les plus fragiles et les plus vulnérables.

Il représente un outil important pour la bonne mise en œuvre du plan d'action qui sera adopté au sommet de La Valette et il profitera à la région du Sahel et au bassin du lac Tchad, à la Corne de l'Afrique et à l'Afrique du Nord. Prises conjointement, ces régions comptent les principales routes migratoires africaines vers l'Europe.

Leurs voisins peuvent aussi profiter des projets du fonds fiduciaire pour faire face aux flux migratoires régionaux et relever les défis transfrontaliers qui y sont liés.

La première réunion du conseil d'administration du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE se tiendra dès aujourd'hui à La Valette pour veiller au lancement rapide des activités. Le conseil du fonds fiduciaire est présidé par la Commission européenne et se compose de représentants des États membres et des donateurs. Les pays partenaires et les organisations régionales ont également été invités à participer.





Joseph Muscat et Donald Tusk prennent la pose avec les Présidents Macky Sall du Sénégal, Thomas Boni Yayi du Bénin et Ali Bongo du Gabon.



Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne



Le Président de Côte d'Ivoire Alassane Ouattara



Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission africaine, Alexis Tsipras, 1er ministre Grec en conversation avec Alpha Condé, Président de Guinée et Alassane Ouattara ; la chancelière allemande Angela Merkel



Jean-Claude Gakosso, ministre congolais des Affaires étrangères aux côtés de ses hôtes